



No de résolution
ou annotation

Livre de Règlements FD - Formulaires Ducharme Inc., Farnham (Québec) No D-100

Canada
PROVINCE DE QUÉBEC
Municipalité de Notre-Dame-des-Pins

A la séance ajournée du Conseil municipal de Notre-Dame-des-Pins tenue, lundi, le 15 septembre 2008 à l'heure et au lieu habituels des séances et à laquelle étaient présents les Conseillers et Conseillère suivants :

Renald Busque Jeannot Pomerleau
 Stéphane Auclair
Daniel Fortin Marc Grenier

Tous formant quorum et siégeant sous la présidence de Madame la Pro-Mairesse, Lyne Bourque, IL A ÉTÉ RÉGLÉ ET STATUÉ :

RÈGLEMENT 177-2008
RÈGLEMENT RELATIF À L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SEPTIQUES (SYSTÈMES DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET) SUR LE TERRITOIRE DE LA MUNICIPALITÉ DE NOTRE-DAME-DES-PINS

PRÉAMBULE :

CONSIDÉRANT les pouvoirs attribués à la Municipalité en matière d'environnement, de salubrité et de nuisances par la *Loi sur les compétences municipales* (L.R.Q., c. C-47.1);

CONSIDÉRANT que la Municipalité est responsable de l'application du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées* (R.R.Q., c. Q-2, r. 8; ci-après le « *Règlement* »);

CONSIDÉRANT que la Municipalité doit également prendre les moyens qui s'imposent pour faire cesser les nuisances et les causes d'insalubrité conformément à l'article 3 du *Règlement* et à la *Loi sur les compétences municipales*;

CONSIDÉRANT que le traitement des effluents des résidences isolées et autres bâtiments revêt une grande importance en matière de santé publique et de qualité de l'environnement;

CONSIDÉRANT qu'un traitement inadéquat des effluents des résidences isolées et autres bâtiments est susceptible d'avoir une incidence délétère sur la qualité de l'écosystème des lacs et cours d'eau sis sur le territoire de la Municipalité;

ATTENDU qu'en matière de nuisances et de causes d'insalubrité, le droit acquis n'existe pas;

ATTENDU que, pareillement, il n'existe pas de droit acquis à la pollution de l'environnement;

CONSIDÉRANT l'article 25.1 de la *Loi sur les compétences municipales* qui prévoit que toute municipalité locale peut, aux frais du propriétaire de l'immeuble, entretenir tout système privé de traitement des eaux usées;

CONSIDÉRANT l'article 95 de la *Loi sur les compétences municipales* qui prévoit que toute municipalité locale peut installer sur un immeuble tout équipement ou appareil ou y faire tous travaux nécessaires à l'exercice de ses compétences et qu'à ces fins, les employés de la municipalité ou les personnes qu'elle autorise peuvent entrer dans ou circuler sur tout immeuble à toute heure raisonnable;

CONSIDÉRANT qu'aux termes du deuxième alinéa de l'alinéa de l'article 87.14.1 du *Règlement*, la Municipalité doit prendre charge de l'entretien des système de traitement tertiaire avec désinfection ou un système de traitement tertiaire avec déphosphatation et désinfection lorsque le moyen de désinfection est le rayonnement ultraviolet lorsqu'elle permet l'installation de tels systèmes sur son territoire;

CONSIDÉRANT qu'un avis de motion a été donné lors de la séance ordinaire du 02 septembre 2008;

EN CONSÉQUENCE, il est proposé par Daniel Fortin, secondé par Marc Grenier et résolu à l'unanimité des conseillers que le règlement numéro 177-2008 soit adopté et qu'il soit statué et décrété ce qui suit :



Règlements de la Corporation Municipale
de Notre-Dame des Pins

INCLUSION DU PRÉAMBULE :

Le PRÉAMBULE fait partie du présent règlement.

OBJET DU RÈGLEMENT :

Le présent règlement a pour objet de régir l'installation, l'utilisation et l'entretien des systèmes de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

PERMIS OBLIGATOIRE :

Toute personne qui désire installer et utiliser un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit obtenir préalablement un permis de la Municipalité conformément à l'article 4 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*.

INSTALLATION ET UTILISATION :

Un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être installé par un entrepreneur autorisé et utilisé conformément aux guides du fabricant.

De plus, il est interdit de ne pas brancher, de débrancher ou de ne pas remplacer la lampe d'un système de désinfection par rayonnement ultraviolet

OBLIGATION DU PROPRIÉTAIRE :

5.1 DÉCLARATION :

Dans les trente (30) jours suivant l'entrée en vigueur du présent règlement, le propriétaire de tout bâtiment situé sur le territoire de la Municipalité doit lui transmettre, sur le formulaire prescrit, une déclaration comprenant les informations suivantes :

- ses nom et prénom;
- l'adresse civique du bâtiment;
- les nom et prénom de l'occupant, le cas échéant;
- le type d'installation septique desservant son bâtiment;
- la capacité volumique de sa fosse septique ou, le cas échéant, de sa fosse de rétention;
- l'utilisation qu'il fait de son bâtiment;
- le type d'occupation qu'il fait de son bâtiment;
- la date de la dernière vidange de sa fosse septique;
- tout autre renseignement prévu sur le formulaire prescrit.

Aux fins du présent règlement, un bâtiment est utilisé à des fins résidentielles au sens du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*.

Aux fins du présent règlement, un bâtiment est occupé de façon permanente ou saisonnière.

Tout propriétaire est tenu d'aviser la Municipalité dès que le type d'utilisation ou d'occupation de son bâtiment est modifié. Pour ce faire, il doit remplir un nouveau formulaire ou modifier le formulaire déjà déposé auprès de la Municipalité.

5.2 FORMULAIRE PRESCRIT :

La Municipalité établit le formulaire requis pour la déclaration prévue à l'article 5.1.

Le formulaire est disponible au bureau de la Municipalité.

Ce formulaire peut être transmis par tout moyen à la Municipalité.

No de résolution
ou annotation
ARTICLE 1

ARTICLE 2

ARTICLE 3

ARTICLE 4

ARTICLE 5



No de résolution
ou annotation

ARTICLE 6

Règlements de la Corporation Municipale de Notre-Dame des Pins

ENTRETIEN D'UN SYSTÈME DE TRAITEMENT TERTIAIRE DE DÉSINFECTION PAR RAYONNEMENT ULTRAVIOLET PAR LA MUNICIPALITÉ :

6.1 FRÉQUENCE ET NATURE DES ENTRETIENS :

Tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu, de façon minimale, selon la fréquence suivante :

- a) Une (1) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :
 - inspection et nettoyage, au besoin, du préfiltre;
 - nettoyage du filtre de la pompe à air;
 - vérification du bon fonctionnement de la pompe de recirculation et de l'alarme sonore;
- b) Deux (2) fois par année, alors que les opérations suivantes doivent être effectuées :
 - nettoyage, ou remplacement au besoin, de la lampe à rayons ultraviolets;
 - prise d'un échantillon de l'effluent du système afin d'établir la concentration en coliformes fécaux; cet échantillon doit être prélevé conformément à l'article 87.13 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*.

Nonobstant l'alinéa précédant, tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet doit être entretenu au besoin, en fonction de l'intensité de son utilisation.

Toute pièce d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet dont la durée de vie est atteinte doit être remplacée.

6.2 ENTRETIEN PAR LA MUNICIPALITÉ :

La Municipalité prend charge de l'entretien de tout système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet installé et utilisé sur son territoire.

À cet effet, elle mandate la personne désignée pour effectuer un tel entretien à la date que la Municipalité indique sur un avis envoyé à tout propriétaire ou occupant d'un terrain où se trouve un tel système de traitement des eaux usées. Cet avis est transmis au moins 48 heures au propriétaire ou à l'occupant concerné.

6.3 PROCÉDURE D'ENTRETIEN :

Le propriétaire doit, pendant la période fixée sur l'avis qui lui a été transmis, prendre les mesures nécessaires afin de permettre à la personne désignée d'entretenir son système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.

À cette fin, il doit notamment identifier, de manière visible, l'emplacement des ouvertures de son installation septique et dégager celles-ci de toute obstruction.

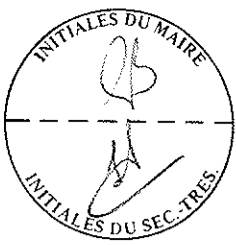
6.4 OBLIGATIONS INCOMBANT À L'OCCUPANT :

Le cas échéant, le propriétaire avise l'occupant du bâtiment afin que ce dernier permette l'entretien de l'installation septique.

L'occupant est alors tenu des mêmes obligations que le propriétaire.

6.5 PAIEMENT DES FRAIS :

Le propriétaire acquitte les frais du service d'entretien de son installation septique effectué par la Municipalité. Ces frais sont établis conformément au tarif prévu à l'article 8.



No de résolution
ou annotation

Règlements de la Corporation Municipale de Notre-Dame des Pins

6.6 IMPOSSIBILITÉ DE PROCÉDER À L'ENTRETIEN :

Si l'entretien du système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet n'a pas pu être effectué pendant la période fixée selon l'avis transmis au propriétaire conformément à l'article 6.2, parce que le propriétaire ne s'est pas conformé à la procédure établie selon l'article 6.3, un deuxième avis lui est transmis fixant une nouvelle période pendant laquelle il sera procédé à l'entretien de son système.

Le propriétaire doit alors acquitter les frais occasionnés par la visite additionnelle selon le tarif établi en vertu de l'article 8.

ARTICLE 7

OBLIGATIONS DE LA PERSONNE DÉSIGNÉE POUR EFFECTUER L'ENTRETIEN DES INSTALLATIONS SEPTIQUES :

7.1 RAPPORT :

Pour chaque entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, la personne désignée, son représentant ou un tiers qualifié complète le formulaire prescrit par la Municipalité et y indique notamment le nom du propriétaire ou de l'occupant, l'adresse civique de l'immeuble où l'entretien a été effectué et la date de l'entretien.

Le cas échéant, il y indique que le propriétaire ou l'occupant a refusé qu'il soit procédé à l'entretien requis.

Sont également indiqué le type, la capacité et l'état de l'installation septique.

Ce formulaire doit être signé par l'opérateur qui a effectué l'entretien du système.

7.2 RAPPORT D'ANALYSE DES ÉCHANTILLONS D'EFFLUENT :

Tout rapport d'analyse d'un échantillon de l'effluent d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, prélevé conformément à l'article 6.1, paragraphe b) du présent règlement, doit être conservé pour un période de cinq (5) ans.

Une copie de tout tel rapport doit être déposée aux bureaux de la Municipalité ou lui être transmise par tout moyen. La Municipalité accuse réception de cette copie.

ARTICLE 8

TARIFICATION :

8.1 TARIF DE BASE :

Le tarif pour l'entretien d'un système traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet est établi à 380.00\$, indexable annuellement selon l'IPC et le tarif pour toute visite additionnelle requise est établi à 75.00 \$.

8.2 FACTURATION :

La Municipalité inscrit sur le compte de taxe de tout propriétaire d'un bâtiment ayant bénéficié, dans l'année précédente, du service municipal d'entretien des installations septiques le tarif prévu à l'article 8.1.

ARTICLE 9

INSPECTION :

L'officier responsable est autorisé à visiter et à examiner, entre 7h00 et 20h00 tous les jours de la semaine, tout immeuble pour s'assurer du respect du présent règlement. Tout propriétaire ou occupant de cet immeuble doit le recevoir, lui donner accès à l'immeuble ainsi qu'à tout bâtiment s'y trouvant, et répondre à toute question relative à l'application du présent règlement.

L'officier responsable peut examiner toute installation septique et, à cette fin, demander qu'elle soit ouverte par le propriétaire ou l'occupant.



No de résolution
ou annotation

ARTICLE 10

DISPOSITIONS PÉNALES :

10.1 DÉLIVRANCE DES CONSTATS D'INFRACTION :

L'officier responsable de l'application du présent règlement est autorisé à délivrer, au nom de la Municipalité, des constats d'infraction pour toute infraction au présent règlement.

10.2 INFRACTIONS PARTICULIÈRES :

Constitue une infraction, pour le propriétaire d'un immeuble desservi par un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, de ne pas faire procéder à l'entretien de son installation septique conformément aux dispositions du présent règlement.

Constitue une infraction le fait de faire une fausse déclaration à propos de l'un des éléments prescrits à l'article 5.1.

Constitue également une infraction pour le propriétaire d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet, le fait de ne pas permettre l'entretien du système au moment de la première ou de la deuxième visite, tel que le prévoit l'article 6.

10.3 INFRACTION ET AMENDE :

Toute personne qui contrevient au présent règlement commet une infraction et est passible d'une amende minimale de trois cent dollars (300 \$) pour une première infraction. L'amende maximale qui peut être imposée est de mille dollars (1 000 \$) si le contrevenant est une personne physique et de deux mille (2 000 \$) si le contrevenant est une personne morale.

Pour une récidive, l'amende minimale est de six cent dollars (600 \$) et l'amende maximale est de deux mille dollars (2 000 \$) si le contrevenant est une personne physique et de quatre mille dollars (4 000 \$) si le contrevenant est une personne morale.

Dans tous les cas, les frais de la poursuite sont en sus.

Les délais pour le paiement des amendes et des frais imposés en vertu du présent règlement et les conséquences du défaut de payer lesdites amendes et frais dans les délais prescrits sont établis conformément au *Code de procédure pénale du Québec* (L.R.Q., c. C-25.1).

La Municipalité se réserve le droit d'exercer toute autre forme de recours prévu par la loi.

ARTICLE 11

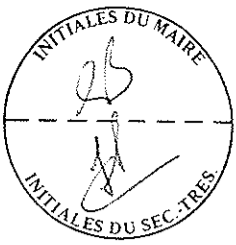
INTERPRÉTATION :

11.1 INDÉPENDANCE DES ARTICLES LES UNS PAR RAPPORT AUX AUTRES :

Tous les articles du présent règlement sont indépendants les uns des autres et la nullité de l'un ou de certains d'entre eux ne sauraient entraîner la nullité de la totalité du règlement. Chacun des articles non invalidés continue de produire ses effets.

11.2 DÉFINITIONS :

Dans le présent règlement, les expressions et mots suivants signifient :



No de résolution
ou annotation

Règlements de la Corporation Municipale de Notre-Dame des Pins

- Eaux ménagères** : Les eaux de cuisine, de salle de bain, de buanderie et celle d'appareils autres qu'un cabinet d'aisances.
- Eaux usées** : Les eaux provenant d'un cabinet d'aisances combinées aux eaux ménagères.
- Installation septique** : Tout système de traitement des eaux usées.
- Municipalité** : Municipalité de Notre-Dame-Des-Pins.
- Occupant** : Toute personne physique, notamment le propriétaire, le locataire, l'usufruitier, le possesseur, occupant de façon permanente ou saisonnière un bâtiment assujéti au présent règlement.
- Officier responsable** : L'officier responsable de l'application du présent règlement est l'inspecteur en bâtiment et environnement de la Municipalité ou toute autre personne désignée par résolution du conseil.
- Personne** : Une personne physique ou morale.
- Personne désignée** : Le fabricant du système, son représentant ou un tiers qualifié mandaté par la Municipalité pour effectuer l'entretien d'un système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet.
- Propriétaire** : Toute personne physique ou morale identifiée comme propriétaire d'un immeuble au rôle d'évaluation en vigueur sur le territoire de la Municipalité et sur lequel immeuble se trouve un bâtiment assujéti au présent règlement.
- Résidence isolée** : Une habitation unifamiliale ou multifamiliale comprenant six (6) chambres à coucher ou moins et qui n'est pas raccordée à un système d'égout autorisé en vertu de l'article 32 de la *Loi sur la qualité de l'environnement*; est assimilé à une résidence isolée tout autre bâtiment qui rejette exclusivement des eaux usées et dont le débit total quotidien est d'au plus 3 240 litres.
- Système de traitement tertiaire de désinfection par rayonnement ultraviolet** : Un système de traitement tertiaire avec désinfection par rayonnement ultraviolet visé à la section 15.3 du *Règlement sur l'évacuation et le traitement des eaux usées des résidences isolées*.

ARTICLE 12

ENTRÉE EN VIGUEUR :

Le présent règlement entrera en vigueur conformément à la loi et après avoir reçu toutes les approbations requises, le cas échéant.

ADOPTÉ À NOTRE-DAME-DES-PINS, CE 15 SEPTEMBRE 2008

AFFICHAGE LE 16 SEPTEMBRE 2008



LYNE BOURQUE, PRO-MAIRESSE FRANCOIS FONTAINE, SEC.-TRÈS.